

Conseil d'Etat de la République et canton de Genève

Projet de budget 2013 de l'Etat de Genève

20 septembre 2012



www.ge.ch/finances

Rappel : PFQ 2012-2015

- ◆ La **crise de l'euro** de l'été 2011 a marqué un tournant, dégradant les perspectives financières de notre canton
- ◆ Le Conseil d'Etat avait anticipé ces répercussions en prévoyant des **mesures d'économies** et **d'augmentation des revenus** dans le PFQ 2012-2015 présenté le 23 novembre 2011
- ◆ Deux catégories étaient prévues: mesures **immédiates et non conditionnelles**, et mesures **conditionnelles**, au cas où la crise prendrait un tour dramatique
- ◆ Le PFQ 2012-2015 fixait l'objectif du **retour à l'équilibre au budget 2014**

Impact sur les charges des mesures non conditionnelles du PFQ 2012-2015

Réductions de charges : effet cumulé de **146 millions** sur le budget 2013

- ◆ Diminution de 1% des charges "contrôlables" pour financer des dépenses nouvelles et prioritaires
- ◆ Suspension de l'indexation des salaires sans effets en raison de l'absence d'inflation
- ◆ Mesures d'économies liées aux prestations complémentaires.
- ◆ Suspension de l'annuité des fonctionnaires en 2012, annuité complète en 2013
- ◆ Baisse du taux d'intérêt débiteur de l'AFC (mesure nouvelle).

Impact sur les revenus des mesures non conditionnelles du PFQ 2012-2015

Recettes supplémentaires : effet cumulé de **116 millions** sur le budget 2013

Mesures acceptées :

- ◆ Redevance temporaire extraordinaire des SIG
- ◆ Augmentation de la part de bénéfice reversée par l'AIG
- ◆ Augmentation des tarifs de stationnement
- ◆ Baisse de la commission de perception de l'impôt à la source pour les employeurs
- ◆ Augmentation du taux d'intérêt créancier de l'AFC (nouvelle mesure)

Mesures refusées :

- ◆ 3 projets d'augmentation d'impôts pour un total de 52 millions en 2013

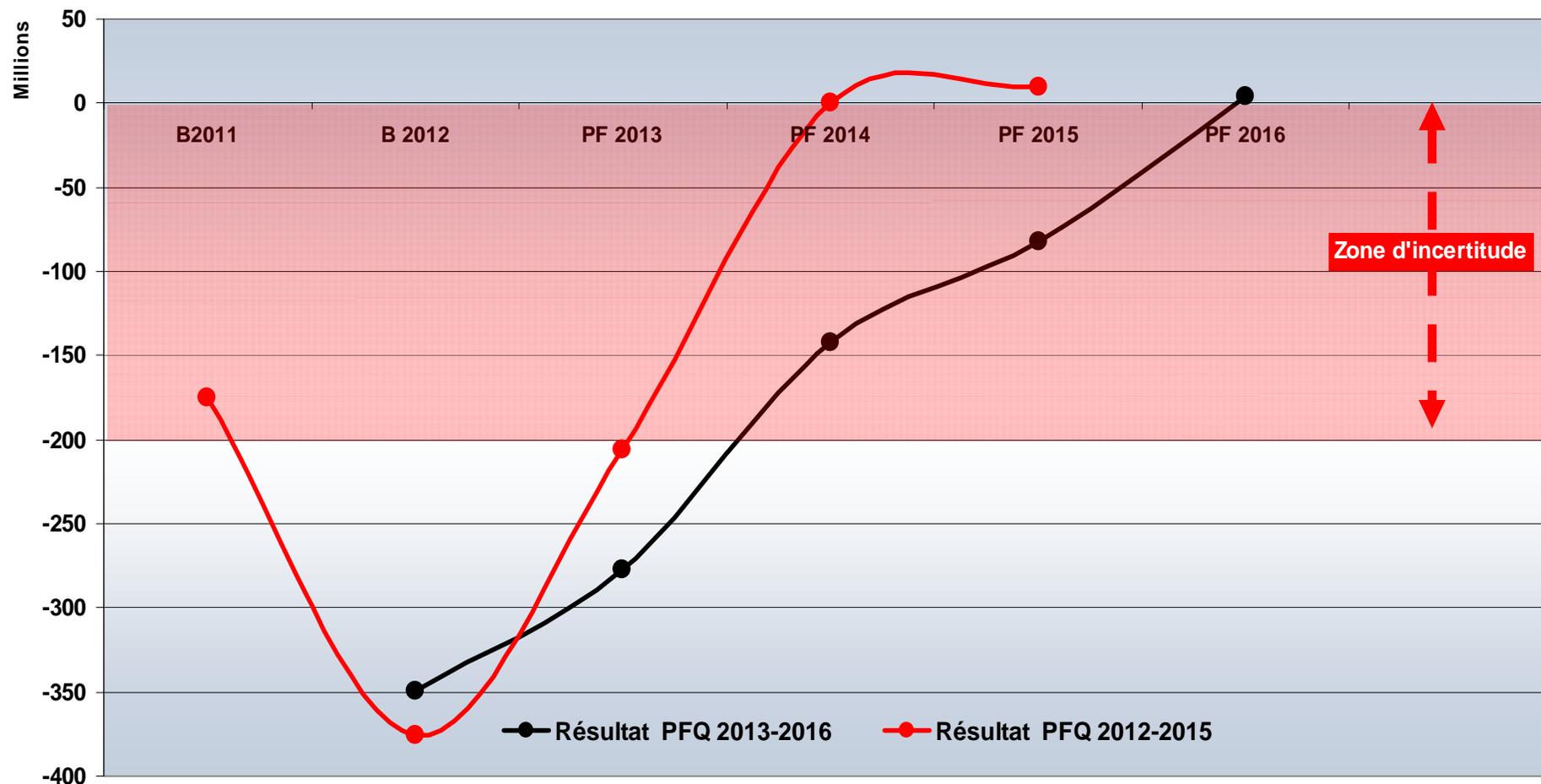
Mesures en suspens :

- ◆ Indexation partielle de la valeur fiscale des immeubles (31 millions) sera traitée dans les mois à venir par le Grand Conseil
- ◆ La taxe sur l'électricité fera l'objet d'un réexamen en fonction des décisions au niveau fédéral

Constats

- ◆ Les mesures acceptées par le Grand Conseil ne suffisent pas à respecter la planification
- ◆ Le Grand Conseil n'est pas disposé à voter des augmentations d'impôts
- ◆ L'exercice 2012 sera déficitaire (caisse de pensions) et l'exercice 2013 le sera probablement
- ◆ Il sera très difficile de présenter un budget 2014 à l'équilibre
- ◆ La croissance économique devrait connaître un ralentissement structurel à Genève

Comparaison PFQ 2012-2015 et PFQ 2013-2016



Stratégie de l'atterrissage en douceur

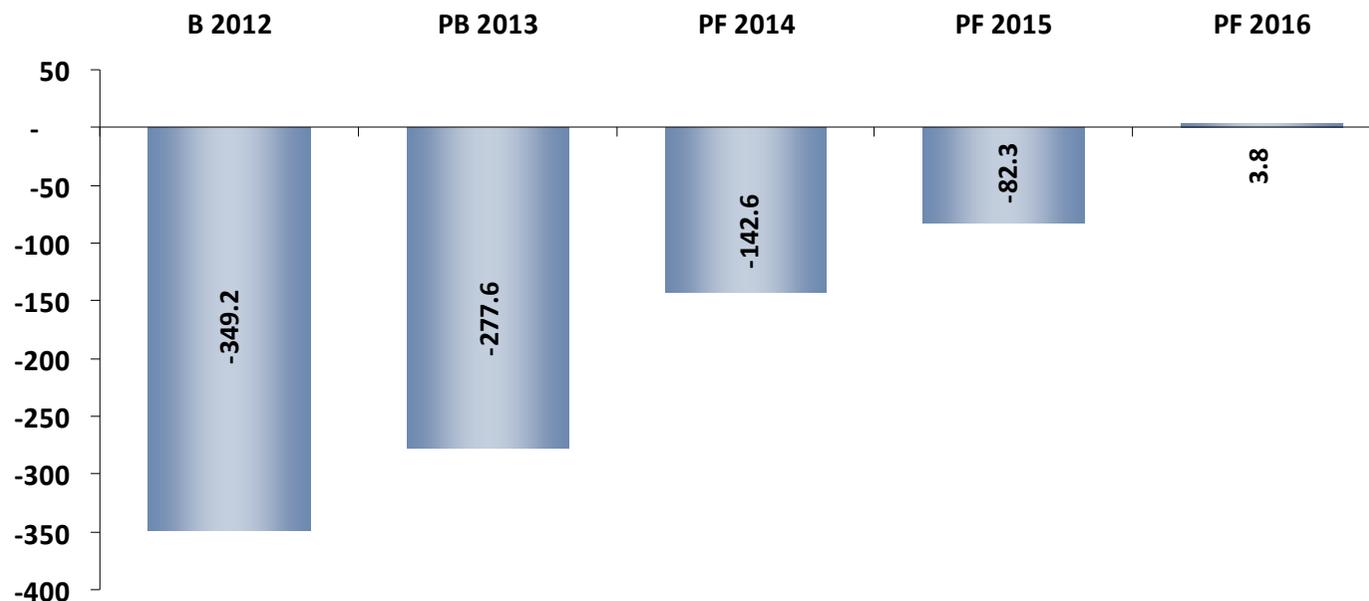
- ◆ Abandon des mesures conditionnelles
- ◆ Limitation de la croissance des charges à 1,5% pour les quatre prochaines années
- ◆ Renoncer aux coupes linéaires, réduire les dépenses nouvelles et cibler les économies
- ◆ Plafonner les investissements nets à 500 millions
- ◆ Accepter l'éventualité de la mise en œuvre du frein à l'endettement et la préparer soigneusement

Le PFQ 2013-2016

PFQ 2013 - 2016

	B2012	Var 2013	PB2013	Var 2014	PF 2014	Var 2015	PF 2015	Var 2016	PF 2016	Var 2016-2013
PFQ Total										
Charges	7'970.6	1.8%	8'111.8	1.2%	8'209.4	1.7%	8'348.7	1.5%	8'474.1	6.3%
Revenus	7'621.4	2.8%	7'834.2	3.0%	8'066.8	2.5%	8'266.5	2.6%	8'477.8	11.2%
Résultat	-349.2		-277.6		-142.6		-82.3		3.8	

Evolution du résultat - PFQ 2013-2016

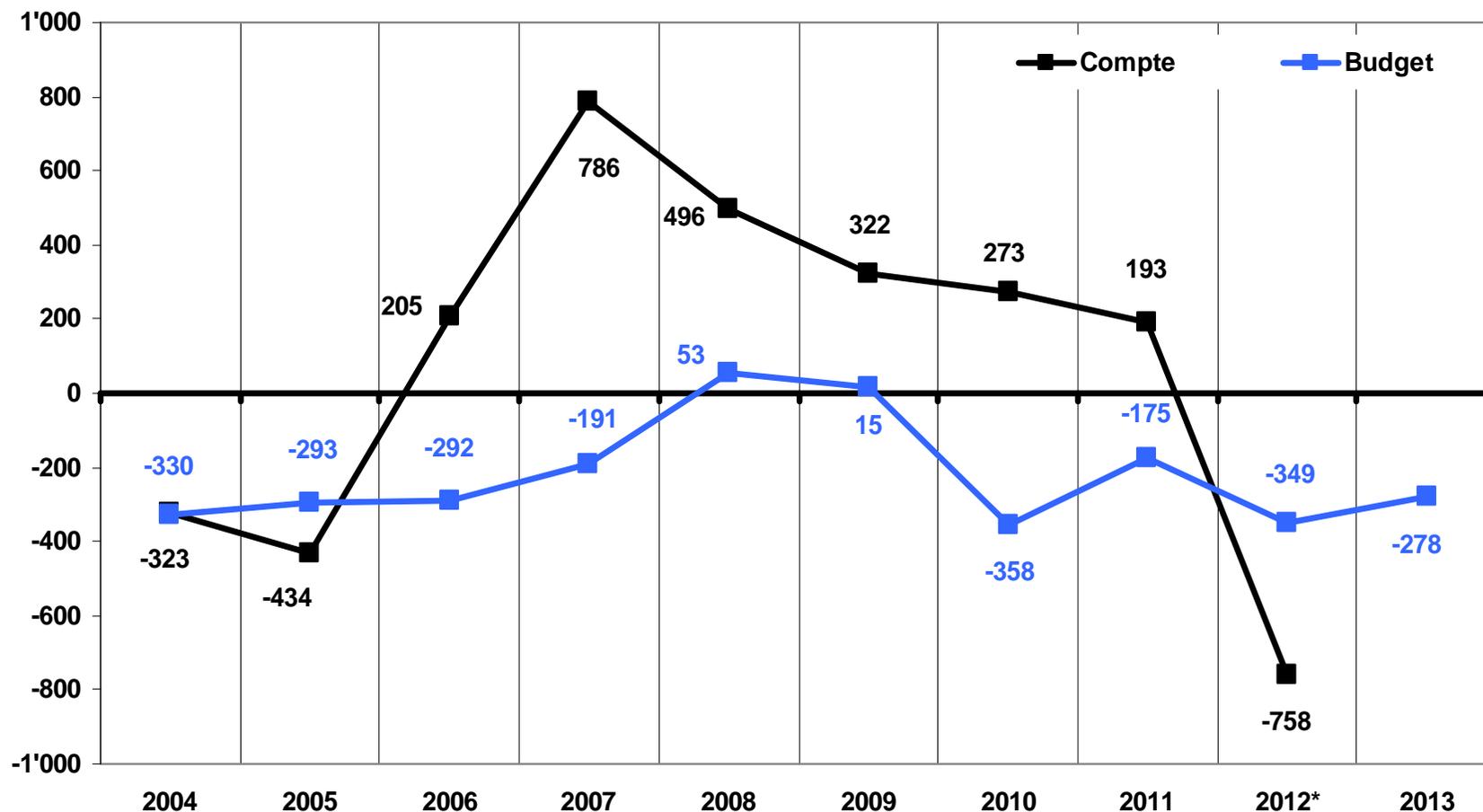


Evolution comparée budgets et comptes

Performance de l'Etat de Genève

Résultat net du budget et des comptes de l'Etat de Genève

en millions CHF



* Les chiffres pour les comptes 2012 sont des projections



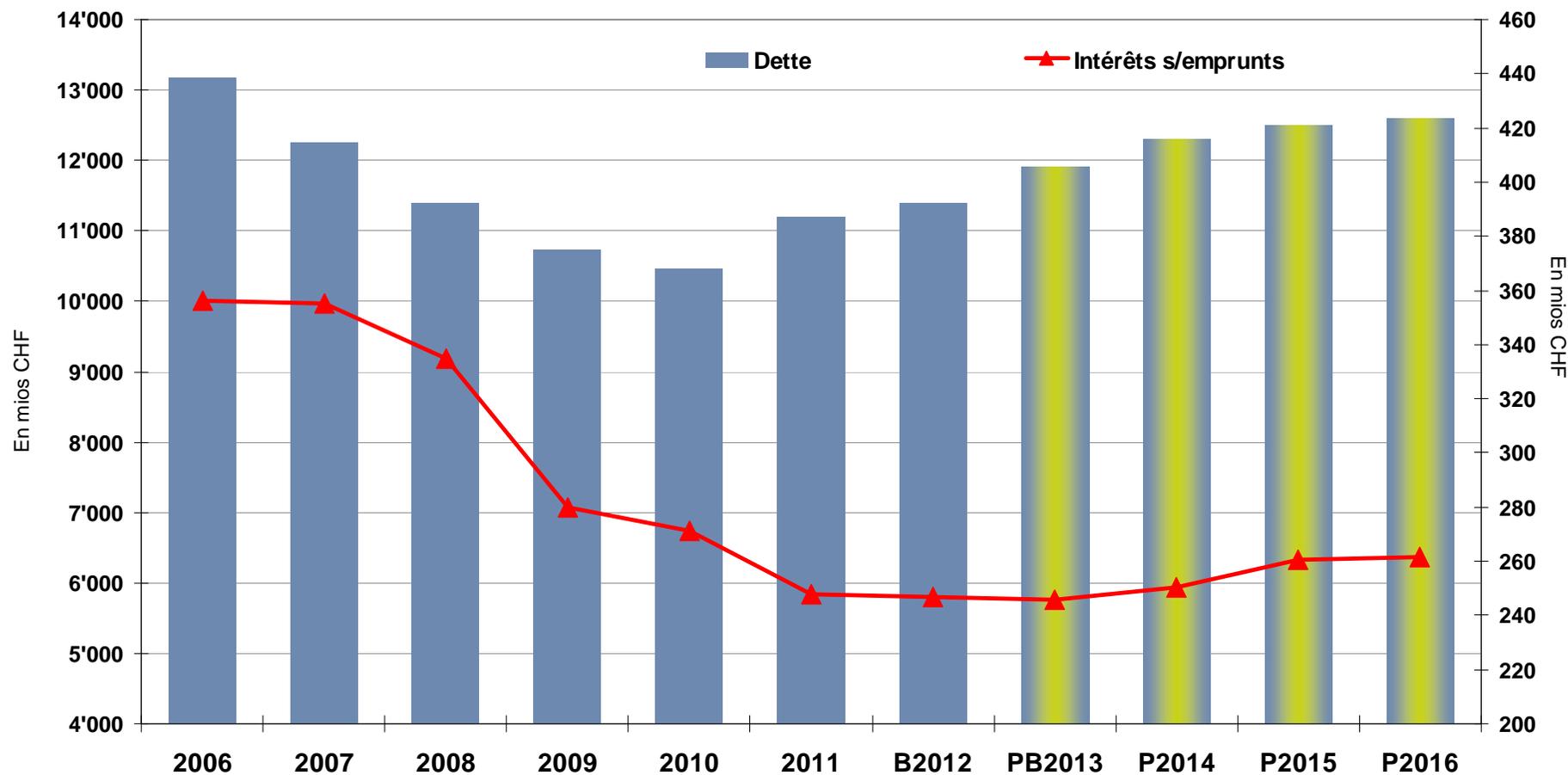
REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

www.ge.ch/finances

Page 9

Evolution prévue de la dette et des intérêts



Le projet de budget 2013 en bref

en millions de francs

Le projet de budget 2013 en bref	PB 2013	B 2012	Var PB13-B12
Revenus de fonctionnement	7'834	7'621	+2.8%
Charges de fonctionnement	8'112	7'970	+1.8 %
Résultat net	-278	-349	

- ◆ **Charges** : croissance conforme à la planification 2012-2015 mais légèrement supérieure au taux de 1,5% fixé pour le PFQ 2013-2016
- ◆ **Revenus** : croissance soutenue par rapport au budget 2012 (+213 millions) mais inférieure de 74 millions à la planification 2012-2015
- ◆ **Résultat** : amélioration de 72 millions de francs seulement par rapport au budget 2012.



POST TENEBRAS LUX

Contexte conjoncturel

Un environnement plus incertain que jamais

Conjoncture mondiale



- ◆ Persistance de la crise des dettes souveraines en Europe, croissance ralentie aux Etats-Unis de même que dans les grands pays émergents
- ◆ Tendances à moyen terme impossibles à dégager
- ◆ Accumulation de risques

Un environnement plus incertain que jamais

Conjoncture Suisse



- ◆ Léger fléchissement de l'économie au 2^e trimestre (PIB à -0,1% après +0,5% au 1^{er} trimestre)
- ◆ Estimations de juin du SECO (PIB +1,4% en 2012 et +1,5% en 2013) probablement revues à la baisse

Mais...

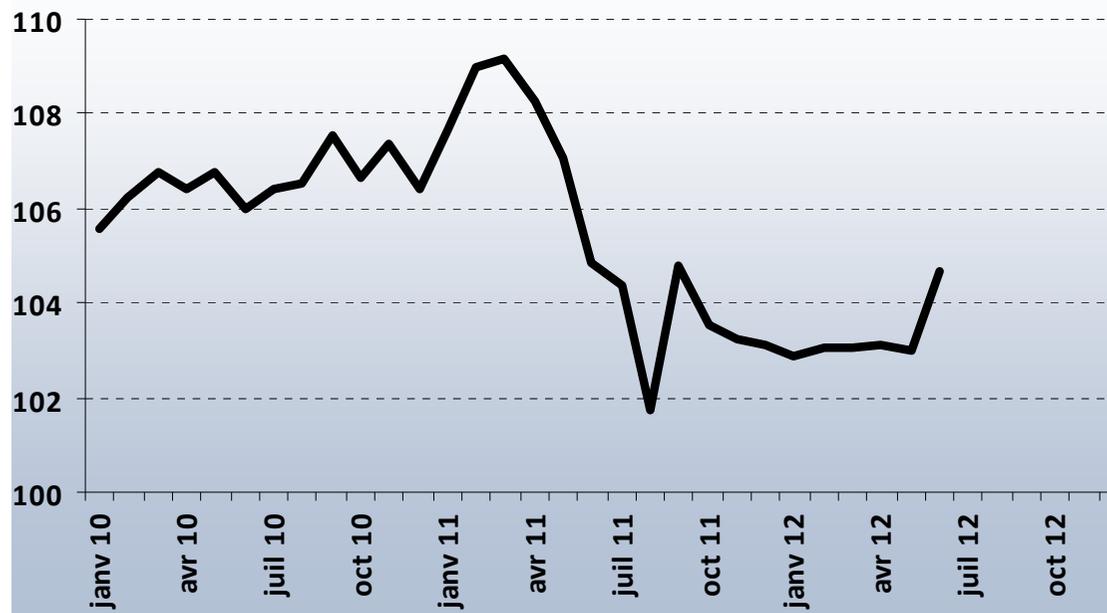
- ◆ Baromètre conjoncturel du KOF en hausse depuis plusieurs mois
- ◆ Stabilité du cours du franc suisse grâce aux interventions de la BNS



Genève : croissance modérée en vue



Indicateur avancé LEA-PICTET-OCSTAT (déc. 1983 = 100)



- ◆ Le redressement de l'**indicateur avancé LEA-Pictet-OCSTAT** laisse augurer une évolution plutôt favorable de l'économie genevoise début 2013
- ◆ L'**indicateur avancé de l'emploi** indique une augmentation durant les mois à venir
- ◆ La croissance économique du canton devrait être **légèrement supérieure** à celle du PIB suisse en 2012 et en 2013



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

www.ge.ch/finances

Principales branches exportatrices

- ◆ **Services financiers** : situation difficile, légère amélioration ces derniers mois
- ◆ **QG de Multinationales** : coup de frein à l'installation de « QG ». Impact du ralentissement mondial sur les bénéfices. Possibles réductions d'effectifs
- ◆ **Négoce international** : appréciation circonspecte de la marche des affaires. Impact négatif du cours du franc suisse.
- ◆ **Genève internationale** : secteur fortement pénalisé par le cours du franc suisse, avec un risque de répercussions sur l'économie locale
- ◆ **Hôtellerie** : bonne résistance mais perspectives plutôt négatives pour le 2^e semestre
- ◆ **Horlogerie et bijouterie** : continuent de jouer un rôle moteur
- ◆ **Chimie** : exportations en forte baisse
- ◆ **Biotechs** : coup de frein consécutif à la fermeture de **Merck Serono**

Economie domestique

- ◆ **Construction** : marche des affaires satisfaisante dans le gros œuvre et dans le second œuvre
- ◆ **Immobilier** : diminution de l'activité durant le 1^{er} semestre. Stabilisation des prix, voire baisses de prix dans certains cas
- ◆ **Services** : situation positive
- ◆ **Restauration et commerce de détail** : marche des affaires jugée très négative depuis plusieurs trimestres

Travail et population

- ◆ **Chômage** : baisse continue de janvier à juillet 2012. Taux à son plus bas niveau depuis dix ans. Légère progression en août
- ◆ **Aide sociale** : forte progression des dossiers auprès de l'Hospice général depuis deux ans
- ◆ **Emploi** : poursuite de la croissance, mais de manière moins dynamique (1,2% au 1^{er} semestre, soit +2'900 emplois). Progression moins soutenue du nombre de **frontaliers** actifs
- ◆ **Masse salariale** : diminution nominale de 1,7% au 1^{er} semestre 2012, malgré la progression de l'emploi. Effet probable de la diminution des rémunérations variables et de certains salaires de base dans le secteur financier
- ◆ **Population résidente** : croissance moins soutenue en 2012 (+0,7%)

Recettes fiscales

Vue d'ensemble

	C 2011	B 2012	PB 2013	Ecart PB 2013 - B 2012	
Personnes physiques (PP)	3'700.9	3'686.2	3'806.3	+120.1	+3.3%
Personnes morales (PM)	1'240.5	1'164.3	1'228.3	+64.0	+5.5%
Part cantonale aux recettes fédérales	483.8	387.6	411.9	+24.2	+6.2%
Impôts immobiliers	470.0	445.0	446.3	+1.3	+0.3%
Droits de succession	98.6	100.0	100.0	+0.0	+0.0%
Impôt sur les véhicules routiers et les bateaux	97.1	98.0	100.8	+2.8	+2.9%
Autres impôts	30.5	34.1	16.0	-18.1	-53.2%
Total Impôts, taxes et droits	6'121.4	5'915.2	6'109.5	+194.3	+3.3%

- ◆ La croissance de 3,3% (194,3 millions) se fonde sur les **prévisions de juin du GPE** (PIB suisse +1,5% en 2012 et +1,7% en 2013)
- ◆ La prévision du GPE sera probablement **revue à la baisse**.
Il en sera tenu compte dans l'actualisation des prévisions fiscales de mi-octobre

Recettes non-fiscales

- ◆ L'introduction de **taux différenciés** pour les intérêts rémunérateur (0,5%) et créancier (3%) de l'AFC génère une hausse des revenus estimée à **62 millions**

À l'inverse, des diminutions influencent négativement le projet de budget :

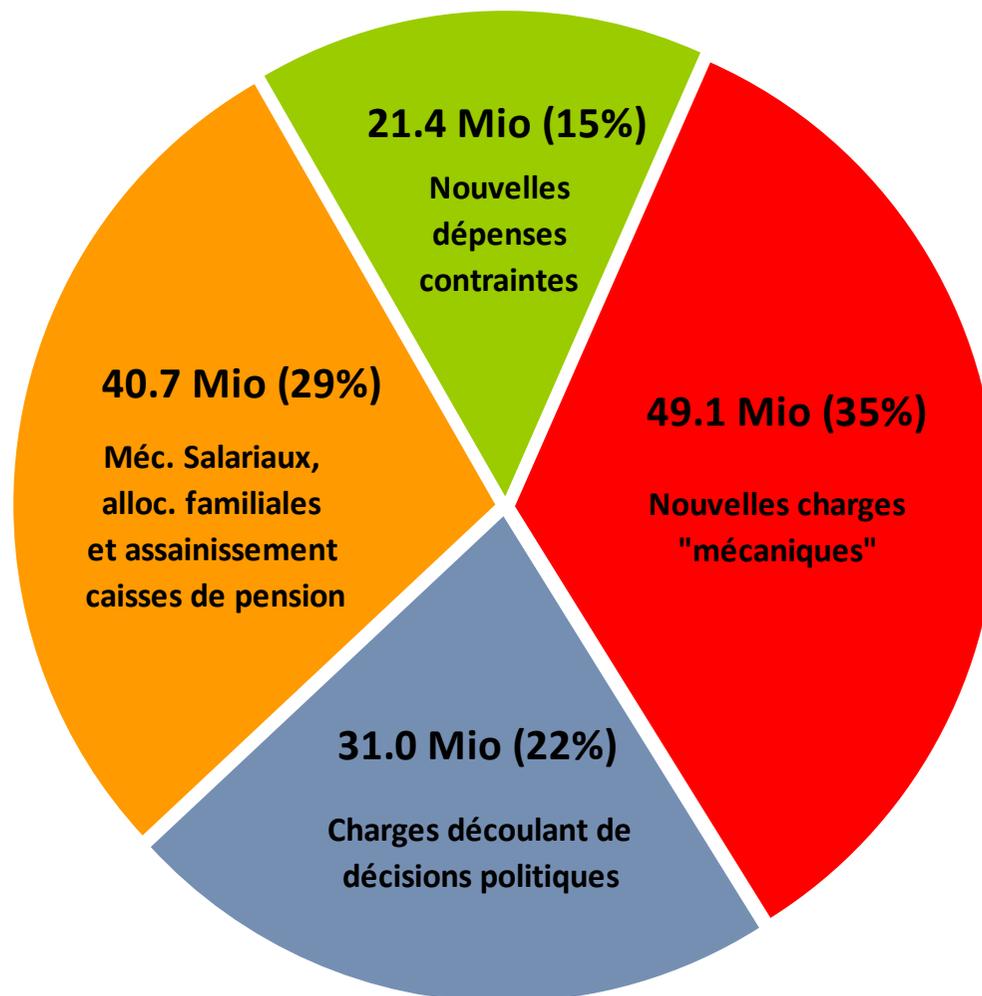
- ◆ La redevance supplémentaire versée par les SIG pour l'utilisation du domaine public (60 millions en 2012) a été abaissée par le Grand Conseil à **30 millions en 2013**
- ◆ Les revenus des confiscations et des émoluments du **Pouvoir judiciaire** sont en baisse de **21 millions en 2013** pour tenir compte des résultats les plus récentes
- ◆ Les revenus liés aux **locations-financement** diminuent suite à un ajustement des calculs pour l'Université (-4 millions) et les HUG (-7 millions). Ces diminutions sont compensées par des baisses de charges



Charges

Répartition par type des dépenses supplémentaires

Principales augmentations des charges au PB2013 par catégorie



Variations par type de dépense

Nouvelles dépenses « contraintes » (obligations légales)

- ◆ 21 millions, due principalement à la RPT (14 millions)

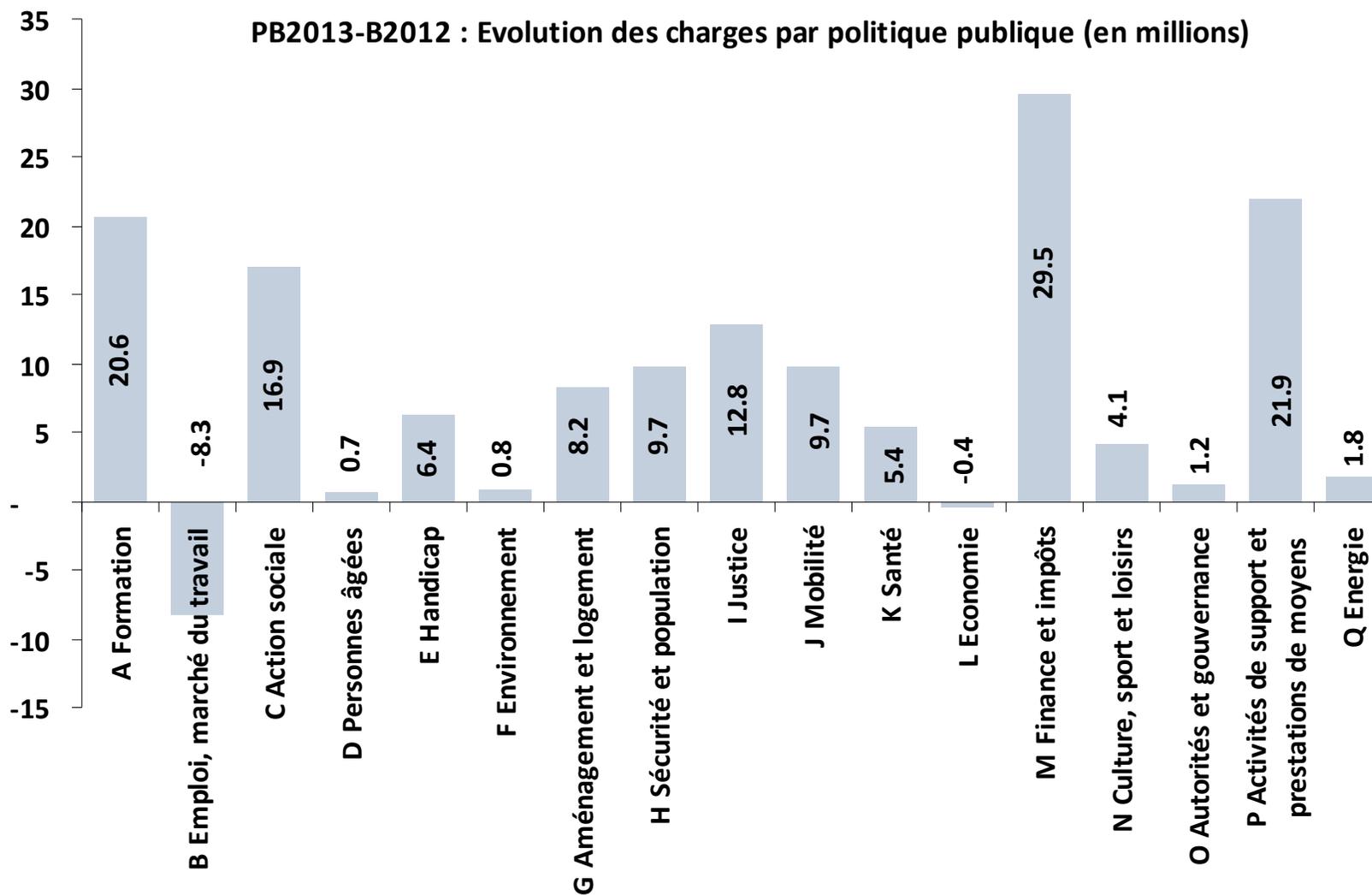
Nouvelles dépenses « mécaniques »

- ◆ 31 millions induits par des charges liées aux recettes fiscales
- ◆ 15 millions d'amortissements induits par les investissements

Dépenses liées aux mécanismes salariaux et aux charges sociales

- ◆ 41 millions (mécanismes salariaux, allocations familiales, caisses de pension)

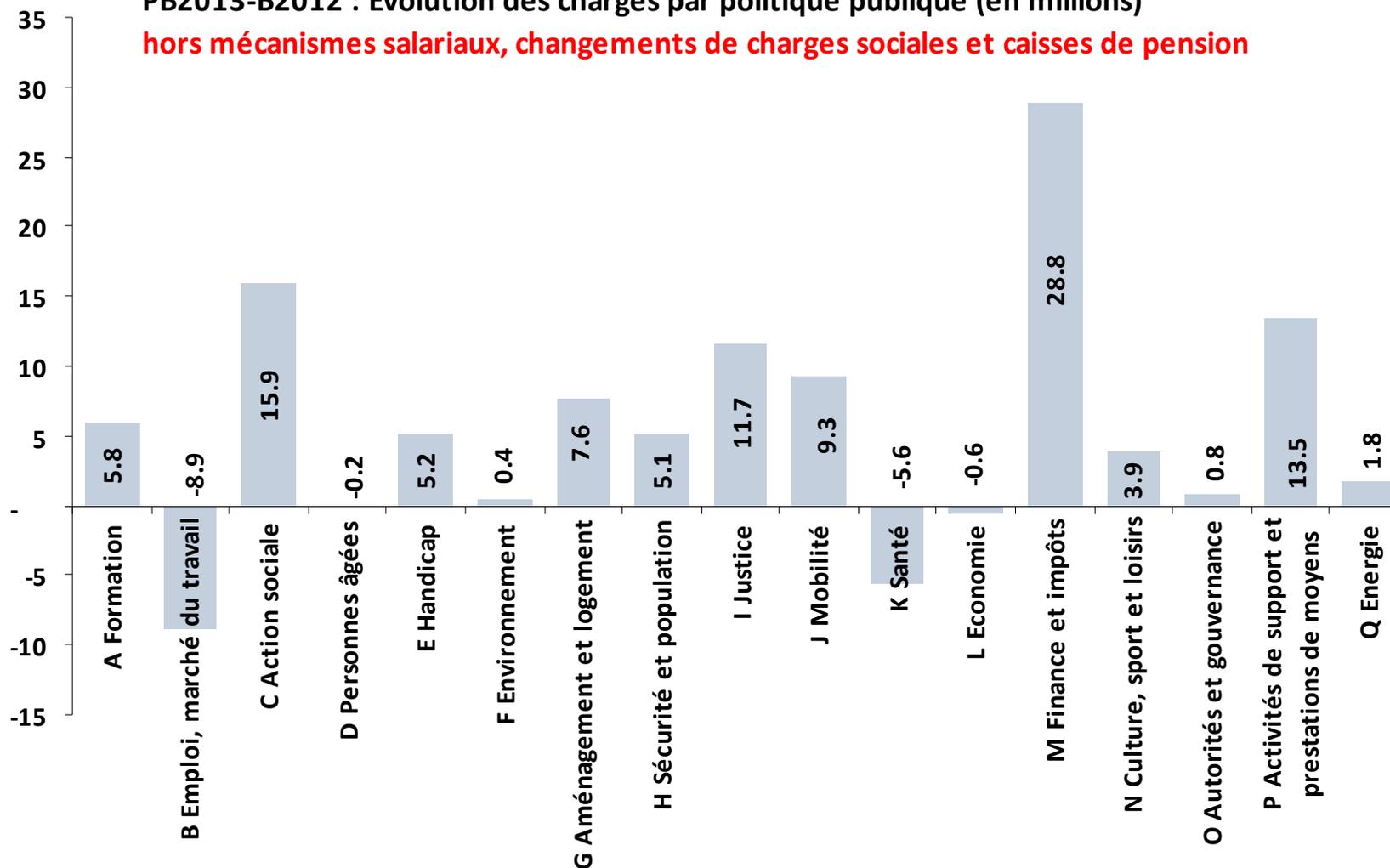
Evolution par politique publique (millions de CHF)



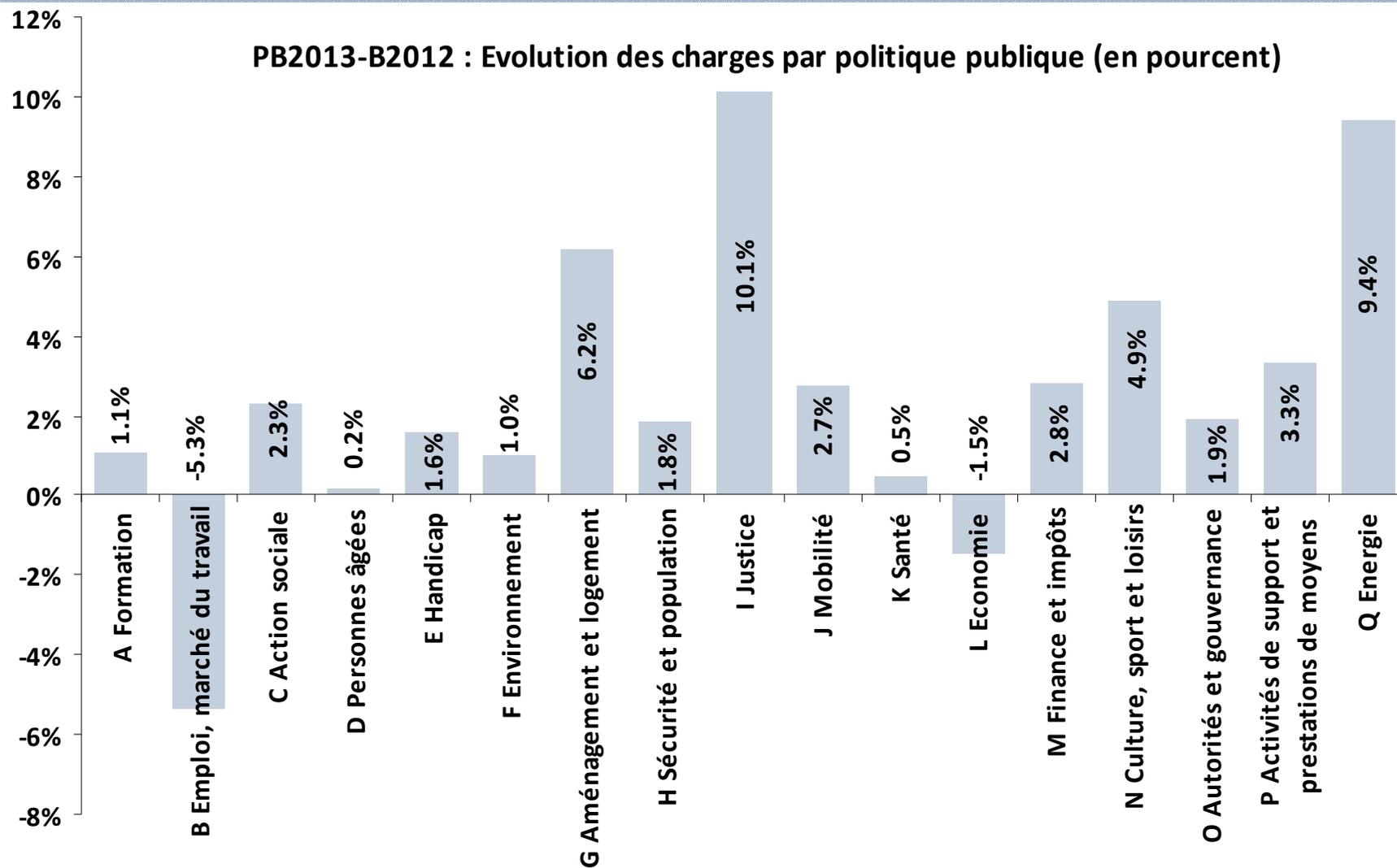
Evolution hors effets salariaux (millions de CHF)

PB2013-B2012 : Evolution des charges par politique publique (en millions)

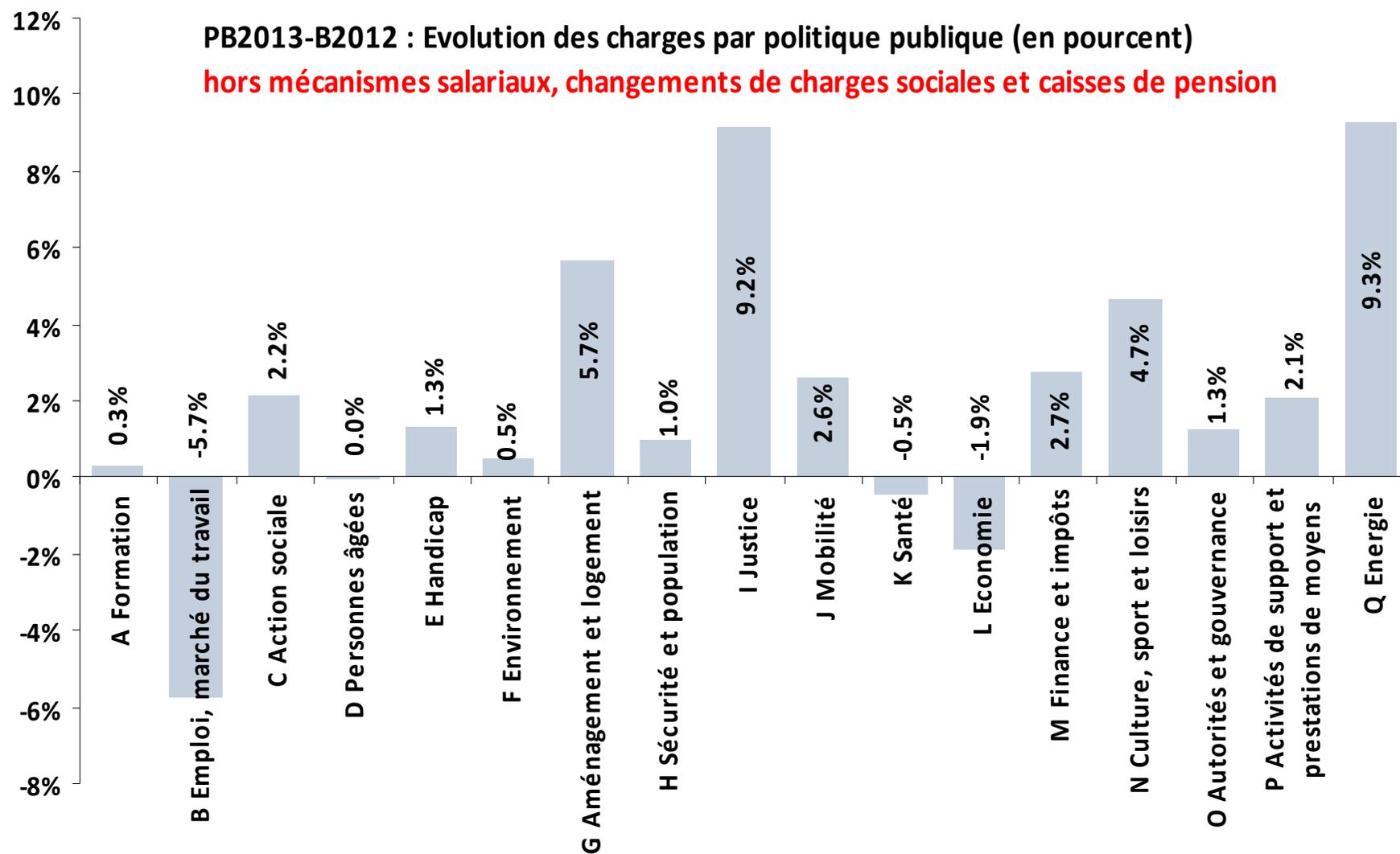
hors mécanismes salariaux, changements de charges sociales et caisses de pension



Evolution par politique publique (%)



Evolution hors effets salariaux (%)



Principales hausses découlant de choix politiques

hors mécanismes salariaux et cotisations LPP

Formation

+ 5,8 millions de nouvelles dépenses nettes et **+ 123 ETP**

- ◆ Réforme du CO + 7,4 millions et + 55 ETP
- ◆ Augmentation du nombre d'élèves au PO + 4,9 millions et 51 ETP
- ◆ Frais de placement et mesures individuelles en pédagogie spécialisée + 7,3 millions
- ◆ Création de 11 postes PAT au PO (conversion de crédits francs en poste)
- ◆ Création de 18 postes au SPMI (conversion de crédits francs en postes)
- ◆ Renforcement des heures d'ouverture du foyer de Mancy + 1,6 millions et 5 ETP
- ◆ Hautes écoles, principalement hausse des effectifs en HES + 2,3 millions
- ◆ **Plan d'économie de - 20,7 millions et -17,4 ETP**

Principales hausses découlant de choix politiques

hors mécanismes salariaux et cotisations LPP

Sécurité et population

+ 10 millions de nouvelles dépenses nettes et **+ 70 ETP**

◆ **Police : + 4 millions et 50 ETP**

- ◆ 35 policiers et 15 assistants de sécurité publique
(pour décharger les policiers de tâches administratives)

◆ **Office pénitentiaire : +6 millions et 20 ETP**

- ◆ 1ère étape Curabilis et mise à niveau sécurité des établissements de détention
- ◆ Amélioration de l'accompagnement des détenus durant/après l'incarcération
- ◆ Renforcement de la direction générale

Principales hausses découlant de choix politiques

hors mécanismes salariaux et cotisations LPP

Justice

+ 11 millions de nouvelles dépenses nettes et **+ 66 ETP**

- ◆ Création du Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant (TPAE)
- ◆ Normalisation du fonctionnement des juridictions et services suite au nouveau droit de procédure fédéral et à la nouvelle organisation
- ◆ Renforcement de la filière pénale



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

www.ge.ch/finances

Page 31

Principales hausses découlant de choix politiques

hors mécanismes salariaux et cotisations LPP

Mobilité

+ 9 millions de nouvelles dépenses nettes

- ◆ **+ 6 millions** pour les TPG dans le cadre de la mise en œuvre du plan directeur des transports collectifs 2011-2014 (tenant compte d'une économie de 4 millions)
- ◆ **+ 2 millions** de contributions à la ville de Genève pour l'entretien des routes à caractère cantonal
- ◆ **+ 1 million** d'indemnités aux CFF pour les trains régionaux suite au changement de matériel roulant sur la ligne Genève - La Plaine et à l'augmentation des capacités sur la ligne Lancy Pont Rouge-Coppet

Principales hausses découlant de choix politiques

hors mécanismes salariaux et cotisations LPP

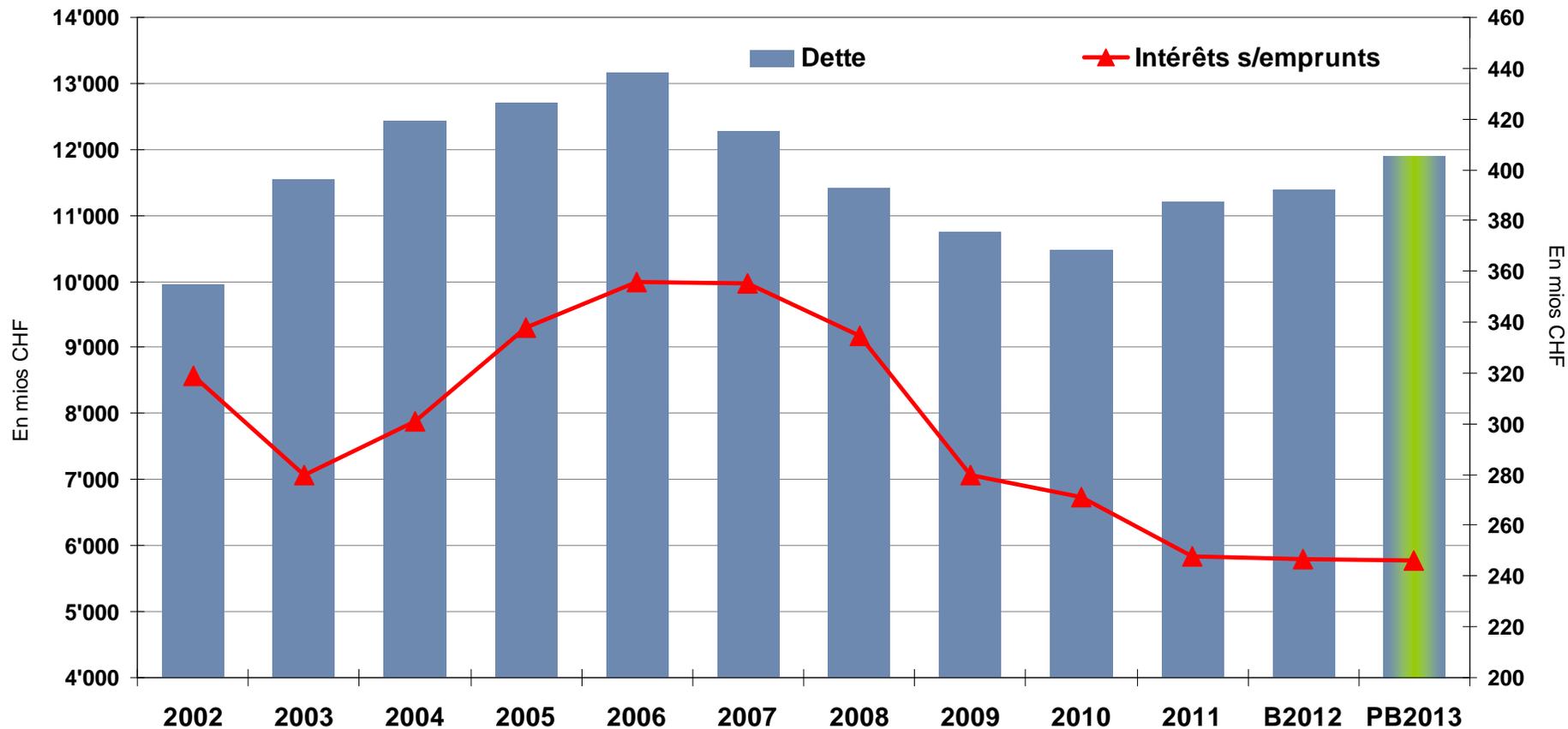
Action sociale

- ◆ **+ 8,6 millions** pour financer les nouvelles prestations complémentaires (introduction de la loi 10600) en faveur des familles en situation de précarité économique

Aménagement et logement

- ◆ **+ 6,9 millions** pour l'assainissement énergétique des bâtiments (provisions pour couvrir les promesses de subventions du bonus conjoncturel à l'énergie)

Evolution de la dette et des intérêts



- ◆ Le niveau projeté de la dette se monte à 11,5 milliards à fin 2012 et à 11,9 milliards à fin 2013
- ◆ Les intérêts passifs de la dette diminuent de 1 million à 246 millions au projet de budget 2013, sur la base des niveaux de taux d'intérêts projetés

Investissements

Réduction des investissements

Le projet de budget traduit la détermination du Conseil d'Etat à **maîtriser** l'évolution de la dette et des charges futures induites par les investissements en cours

- ◆ Le total des **investissements nets*** prévus en 2013 se monte à **526 millions**, soit près de **30% de moins** qu'au budget 2012
- ◆ Les **dépenses d'investissement** diminuent à **702 millions**
- ◆ Les **recettes d'investissement*** se stabilisent à **176 millions**

*Y compris location-financement

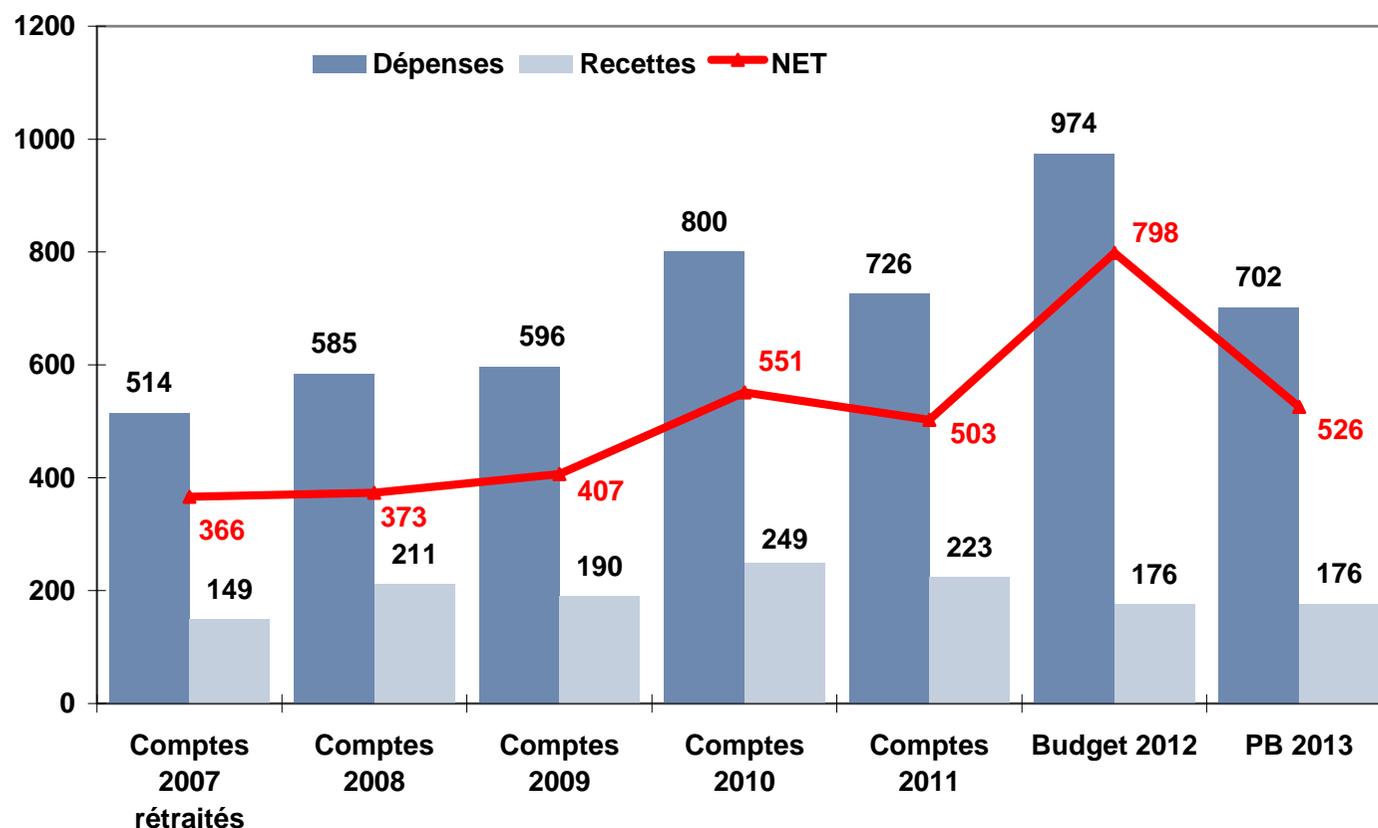


Inversion de tendance

Evolution des investissements sur la période 2007-2013

(Hors effets transferts d'actifs)

en millions CHF



- ◆ Les investissements se **stabiliseront progressivement** au niveau élevé atteint dans les comptes 2011
- ◆ L'objectif visé à moyen terme est de revenir à **un montant supportable** plafonné à 500 millions nets par an



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

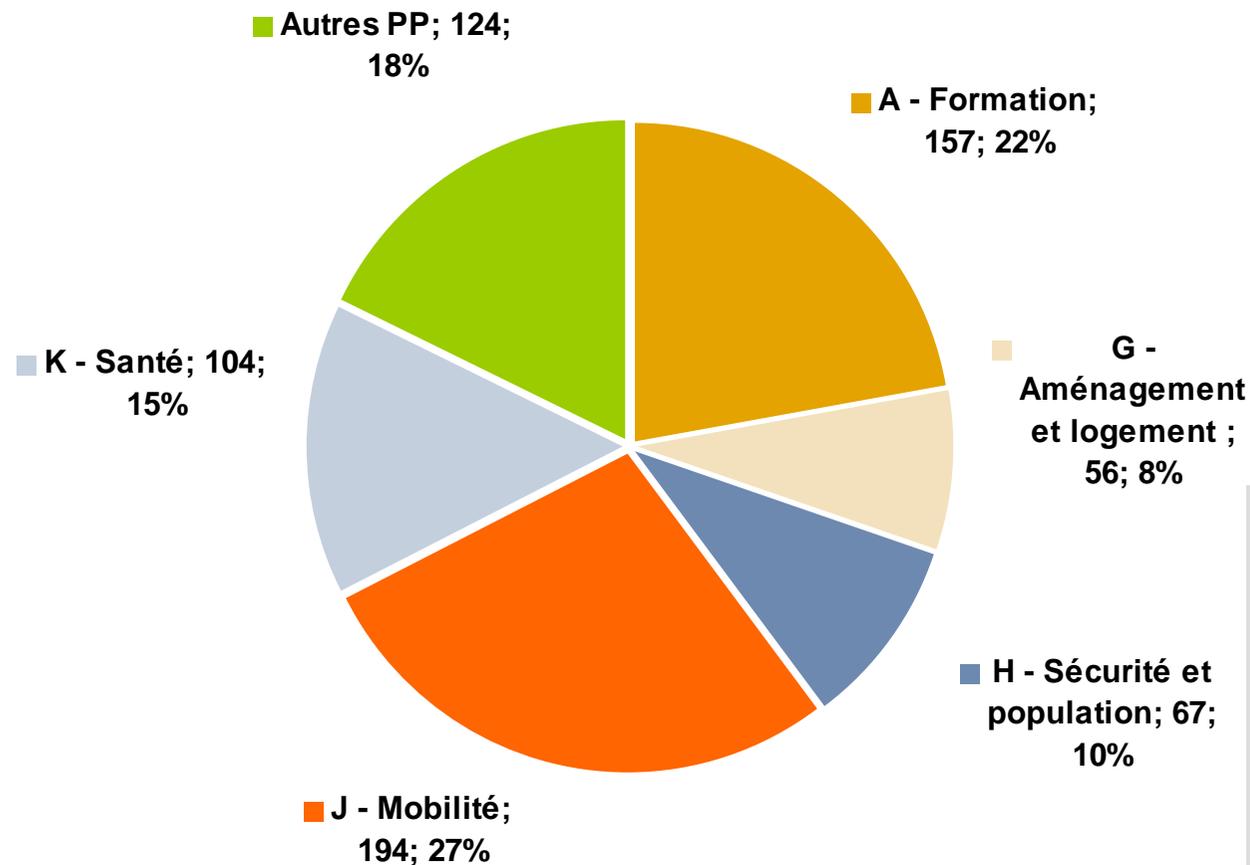
www.ge.ch/finances

Répartition des investissements

Dépenses PB 2013 = 702 millions CHF

en %

en millions CHF



Plus de 80% des investissements sont alloués à 5 politiques publiques:

- ◆ Mobilité (27%)
- ◆ Formation (22%)
- ◆ Santé (15%)
- ◆ Sécurité & population (10%)
- ◆ Aménagement & logement (8%)

Principaux projets

◆ Les 10 principaux projets d'investissement représentent plus de **40% du total** des dépenses

N° Loi	PP	Libellé Loi	PB2013	% Dépenses totales
8719 - 10444	J	Liaison CEVA	90.0	12.8%
10008	G	LUP - achats de terrains et bâtiments	35.0	5.0%
10703	K	BDL2 - Construction / Equipement	30.0	4.3%
10418	H	Curabilis - extension et transformation	27.8	4.0%
9995	A	CMU - Construction 5ème étape	24.6	3.5%
10516	A	HEG Batelle - bâtiment B	18.0	2.6%
8662 - 10441	J	Traversée de Vérenaz - tranchée couverte	17.0	2.4%
10667	K	HUG maternité Etape 3.3 - construction / équipement	15.0	2.1%
10822	A	CMU - Construction 6ème étape	13.0	1.9%
H.1.50	J	Extension du réseau tramways	10.2	1.4%
Dépenses totales 2013 :			280.6	40.0%



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

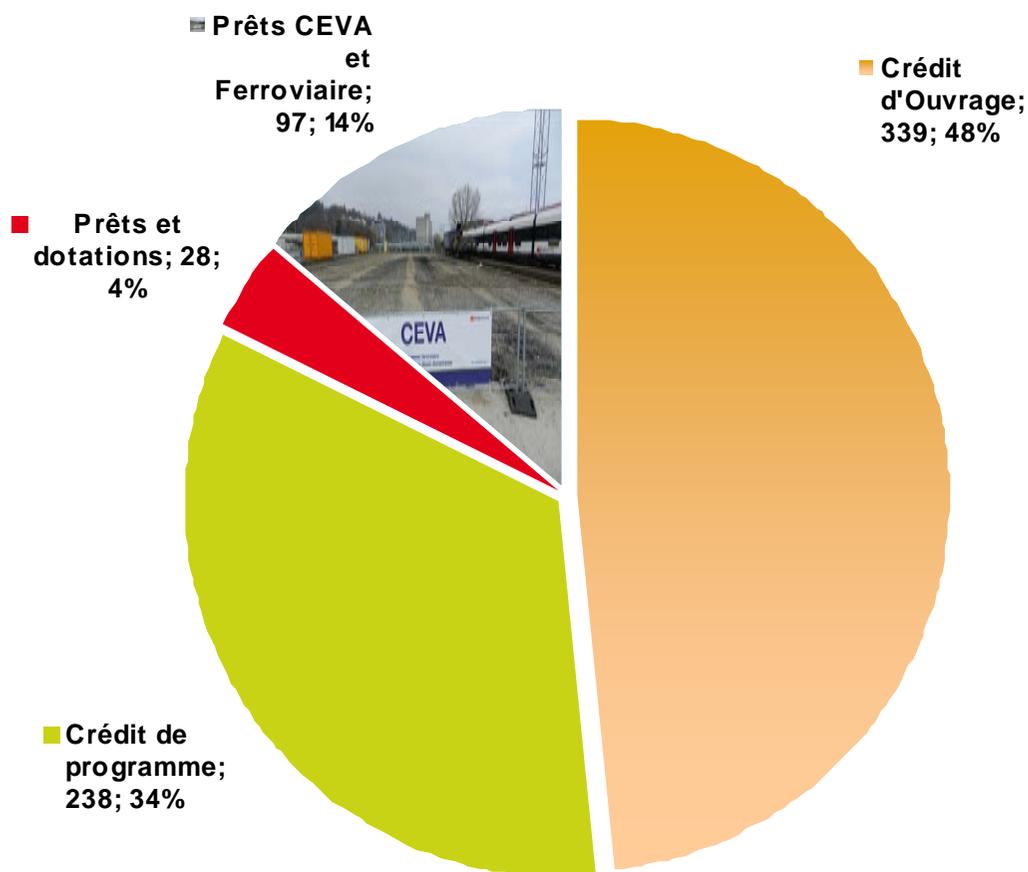
www.ge.ch/finances

Prépondérance des nouvelles infrastructures

Dépenses PB 2013 = 702 millions CHF

en %

en millions CHF



- ◆ **Presque deux tiers** des dépenses sont affectés aux crédits d'ouvrage, soit aux projets visant à réaliser de **nouvelles infrastructures** (y compris CEVA et infrastructures ferroviaires)
- ◆ Les crédits de programme (maintien et renouvellement du patrimoine administratif) représentent **un tiers des dépenses**
- ◆ Le solde, environ 4% des dépenses, est principalement consacré aux dotations et acquisitions en faveur des **logements d'utilité publique (LUP)**

Conclusion

La stratégie de l'atterrissage en douceur

- ◆ est la réponse la plus sensée aux incertitudes et à l'inévitable marge d'erreur
- ◆ permet de respecter les engagements pris devant le peuple
 - Poursuite de la **réforme du CO**
 - Renforcement de la **chaîne sécuritaire**
 - Poursuite du développement des **transports publics**

Toutefois...

- ◆ La mise en œuvre du **frein à l'endettement** en 2014 ne peut être exclue et le Conseil d'Etat a le devoir de se préparer à cette éventualité
- ◆ Lors de l'examen du PB 2013 et du PFQ, le Conseil d'Etat collaborera avec le Grand Conseil en vue d'identifier de **nouvelles économies et des nouvelles recettes** pour accélérer le retour à l'équilibre sans péjorer les conditions-cadres



**Merci de votre
attention!**

Questions ?



POST TENEBRAS LUX

www.ge.ch/finances

Page 42